



ECO Actualités

MENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

EDITO

RESTAURER la CONFIANCE et l'ESPOIR

A l'occasion du nouvel an, je voudrais présenter mes meilleurs vœux aux lecteurs de "ECO Actualités". Santé, prospérité, longévité, réussite et bonheur sont les vœux sincères que je formule pour tous. Puisse Dieu permettre à la Côte d'Ivoire de rompre définitivement avec la crise, afin que chacun, dans son domaine d'activité et sa sphère familiale, soit plus épanoui grâce à une amélioration substantielle de ses conditions de vie.



L'année 2006 a été une année difficile, marquée par des événements qui ont eu un impact négatif sur les activités économiques. Toutefois, le taux de croissance réel du PIB est ressorti positif à 1,2% en 2006.

Aussi, l'Etat a-t-il pu honorer ses engagements vis-à-vis des fonctionnaires et agents de l'Etat. En outre, l'accompagnement du processus de sortie de crise a été assuré. De même, un important effort a été fait dans le sens de la réduction des arriérés intérieurs.

Dans le cadre du financement du programme de sortie de crise, sur une prévision de 63,5 milliards de F CFA au titre du budget de l'Etat, les décaissements effectués par le Trésor Public se chiffrent à fin décembre 2006 à 62,2 milliards, soit un taux d'exécution de 96,4%.

La confirmation de la confiance des opérateurs économiques en l'Etat s'est matérialisée par le succès de l'emprunt obligataire TPCI 6,5% 2006-2009. En effet, 84,2 milliards de F CFA ont été mobilisés pour un objectif initial de 80 milliards de F CFA. Cette confiance a été marquée par un engouement des ménages dont le niveau de souscriptions a atteint près de 13 milliards de F CFA.

L'enjeu majeur pour l'année 2007 reste la sortie de crise et la reprise de l'activité économique sur l'ensemble du territoire national. Le Ministère s'inscrit résolument dans cette voie, en étant proactif dans le processus de réinstallation des administrations économiques et financières dans les zones centre, nord et ouest.

Dans cette optique, le Département se doit d'approfondir les efforts de modernisation des Administrations économiques et financières. La vulgarisation des actions de bonne gouvernance devra se poursuivre avec l'application totale des résolutions du séminaire sur l'optimisation de la dépense publique. La rationalisation de la gestion du portefeuille de l'Etat, la poursuite des efforts dans la gestion financière des principales filières de l'économie nationale, l'affirmation du rôle économique de la Douane dans le cadre d'une intégration économique qui préserve l'intérêt de l'Etat, le rétablissement des relations harmonieuses avec les partenaires au développement, sont autant de chantiers pour cette année nouvelle.

Charles Koffi Diby ■

AU SOMMAIRE

Evaluation 2006 et cadrage 2007	1
Chiffres clés de l'économie ivoirienne	1
Trophée Africa International à Paris	2
Pour une meilleure gouvernance des entreprises publiques	2
Programme économique régional de l'UEMOA	3
Lancement de l'emprunt obligataire TPCI 6,50% 2006 2009	3

Yamoussoukro Janvier 2007

Evaluation 2006

Cadrage 2007

72,5 %. Le 11 janvier au matin ce pourcentage s'annonçait en vedette de la réunion - bilan des activités du Ministère pour l'année 2006. 72,5 % c'est le taux d'exécution de la matrice d'actions prioritaires au 31 décembre 2006. Ce résultat devait être l'un des premiers disséqué et commenté par les quelque 100 cadres au plus haut niveau du département de l'Economie et des Finances, des régies financières et des structures sous tutelle, réunis pour une journée de réflexion et de cadrage autour du Ministre Délégué Charles Koffi Diby.

Dans sa déclaration liminaire d'orientation, le Ministre est selon sa franchise coutumière, allé droit au but : quels que soient les efforts effectivement déployés, l'année 2006 n'a pas été favorable à l'économie du pays. Incertitudes politiques, troubles sociaux, déchets toxiques, "évasion" du cacao, ensablement de certains puits de pétrole. Toutefois, grâce à la gestion par objectif, la politique de rigueur financière et la contraction des dépenses, le taux de croissance a atteint 1,2 %.

Pour 2007, le retour à la paix sociale devrait rassurer nos partenaires économiques, notamment le secteur privé qui accuse durement le coup des épreuves passées.

Suite en page 2 ►

CHIFFRES CLES DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE en 2006

Produit Intérieur Brut et croissance

PIB	9.027,1 milliards FCFA
Taux de croissance réel	1,2 %
● Secteur Primaire	6,1 %
● Secteur Secondaire	- 6,7 %
● Secteur Tertiaire	1,7 %

Production 2006

Variations / 2005

Cacao (en tonnes)	1.367.236	- 6,1 %	▼
Café (t.)	117.137	+ 22,6 %	▲
Banane (t.)	318.219	+ 22,1 %	▲
Ananas (t.)	165.148	- 12,5 %	▼
Huile de palme (t.)	301.108	+ 6,1 %	▲
Caoutchouc (t.)	171.768	+ 7,5 %	▲
Sucre (t.)	152.890	- 4,2 %	▼
Coton graine (t.) *	262.778	- 18,7 %	▼
Coton fibre (t.) *	113.773	- 18,8 %	▼
Pétrole (millions de barils)	21,9	+ 50,7 %	▲
Gaz (milliards de BTU)	58.897	- 4,3 %	▼
Electricité (GWH)	5.507	- 0,4 %	▼
Or (Kgs)	1.452	- 11,3 %	▼

* Données de la campagne 2006-2007 Suite en page 2 ►

DANS LE MONDE

Sommet sino africain : une innovation dans la coopération sud - sud

Le premier sommet de la "Chine-Afrique", réunissant une quarantaine de Chefs d'Etat et de Gouvernements africains s'est conclu sur la signature de contrats d'une valeur totale de 1,9 milliard de dollars entre 12 sociétés chinoises et entreprises et compagnies africaines, consacrant ainsi l'intérêt grandissant de la quatrième puissance économique mondiale pour le continent et ses richesses. D'ici 2009, l'aide de Pékin sera doublée, a annoncé le Président Hu Jintao, et 5 milliards de dollars de prêts et de crédits seront offerts. Domaines concernés : infrastructures, télécommunications, assurances et mines. Pékin a par ailleurs signé un protocole d'accord qui lui permettra d'exploiter du pétrole et du gaz au Libéria.



Concernant la Côte d'Ivoire, 3 milliards de F CFA seront accordés sous forme de crédits fournisseurs et 1 milliard sous forme de dons. Cette contribution ira notamment aux grands chantiers de Yamoussoukro : Hôtel des députés, Palais Présidentiel, Palais de l'Assemblée Nationale. Le Ministre Délégué était représenté à ce sommet par son Directeur de Cabinet M. Koffi Ahoutou Emmanuel.

Trophée Africa International à Paris Charles Koffi Diby primé

Le Ministre Délégué chargé de l'Economie et des Finances a reçu le samedi 25 novembre dernier à Paris, le Trophée "Africa International 2006" du Meilleur Gestionnaire des Entreprises de Service Public.

Instaurés en 1998 lors de la célébration du 40ème anniversaire du Mensuel Panafricain "Africa International", les trophées décernés tous les deux ans récompensent des personnalités, reconnues pour leur talent, leur professionnalisme ou la qualité de leur engagement, qui en font des motifs de fierté pour le continent africain.

Domaines de sélection : la politique, la gestion des entreprises de service public, l'initiative privée, le rayonnement culturel et sportif, l'action communautaire, la recherche scientifique et technologique, ou la solidarité internationale.

Le prix de la personnalité politique est attribué à un homme d'Etat africain dont l'action dépasse les frontières de son pays et offre des motifs d'inspiration aux jeunes générations. En ce qui concerne la politique, ce sont les présidents Alpha Konaré, Abdou Diouf, Paul Biya et Omar Bongo qui en ont, respectivement, été les récipiendaires au cours des dernières années.

Le Trophée "Africa International 2006" du Meilleur Gestionnaire des Entreprises Publiques est revenu à Charles Koffi Diby, pour son action remarquable dans le cadre de ses fonctions de Directeur Général du Trésor Public, puis de Ministre chargé de l'Economie et des Finances. "Son honneur est d'avoir contribué à une gestion responsable et citoyenne des Finances Publiques de la Côte d'Ivoire" malgré la crise sociopolitique et économique sans précédent actuellement traversée par le pays.



Marie Roger Biloa, Directrice du magazine Africa, remet son trophée au Ministre C.K.D.



L'ancien Président Ghanéen Jerry J. Rawlings, hôte d'honneur de la soirée

Le Ministre Diby a reçu son Trophée dans les salons France Amérique de l'avenue Franklin Roosevelt des mains de Marie-Roger BILOA, Directrice de Publication de "Africa International", au cours d'une soirée de gala à laquelle participaient de nombreuses personnalités africaines et internationales dont l'ancien Président Ghanéen Jerry J. Rawlings.



**Vous souhaitez recevoir régulièrement ECO Actualités ?
Faites vous connaître en nous envoyant vos coordonnées**

ENTREPRISES PUBLIQUES :

Le 19 décembre dernier à l'hôtel Ivoire, sous la présidence du Ministre Délégué chargé de l'Economie et des Finances représenté par son Directeur de Cabinet, M. Emmanuel Koffi Ahoutou, s'est tenu un atelier sur les missions et responsabilités des administrateurs du Ministère de l'Economie et des Finances. Au centre des exposés et débats : les entreprises publiques sont-elles correctement gérées et transparentes ? Quelles sont les responsabilités revenant aux Administrateurs ? Quel rôle doit jouer le Conseil d'Administration ? Il était temps que ces questions soient officiellement posées et débattues.

77 entreprises étaient directement concernées par ces sujets : les sociétés d'Etat et les sociétés à participation financière publique. Ensemble, elles totalisent un capital de 316 milliards de F CFA. Présentes dans des secteurs très divers - mines, agro-industrie, énergie, BTP, transport, communication, tourisme - elles ont réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 1 722 milliards de F CFA. Même si ce chiffre impressionne car il a progressé de 24% depuis 2003, les résultats ne sont pas suffisamment convaincants : moins de 12 milliards de bénéfice en 2005 alors que 64 milliards de subventions ont été octroyés pour cet exercice. De surcroît, il est à déplorer que sur 77 entreprises concernées, 53 seulement aient été en mesure de fournir un bilan en bonne et due forme.

► (Chiffres Clé suite de la page 1)

- Taux d'inflation
En moyenne : 2,5 % à fin décembre 2006 (3,9 % à fin décembre 2005)

COMMERCE EXTERIEUR 2006 *	Variations / 2005	
● EXPORTATIONS	4.256.426	+ 11,3 % ↗
Produits primaires	1.723.523	+ 29,8 % ↗
dont café-cacao	801.280	+ 53,5 % ↗
Pétrole brut	684.524	+ 156,3 % ↗
● IMPORTATIONS	3.041.352	- 1,8 % ↘
● SOLDE COMMERCIAL	1.215.074	+ 67,1 % ↗

* En millions de FCFA

	Réalizations		Prévisions
	Décembre 2005	Novembre 2006	Déc. 2006
● Crédits à l'économie	1.189,3	1.176,3	1.189,5
● Masse monétaire	2.081,0	2.094,0	2.132,4

FINANCES PUBLIQUES (en milliards de FCFA)

	Octobre 2006 provisoire	Objectif 2006
● Recettes et dons	1.296,2	1.867,6
Recettes	1.259,7	1.708,5
Dons	36,4	159,1
● Dépenses Totales	1.440,0	1.815,5
● Solde budgétaire	- 143,8	52,1

► (Yamoussoukro suite de la page 1)

Des financements extérieurs seront mis en place pour la sortie de crise, mais, en attendant c'est un budget de grande rigueur, avec seulement 1905 milliards de FCFA en recettes, qui est programmé.

D'une manière générale, des actions plus énergiques sont à mettre en oeuvre en vue de collecter les ressources : meilleur recouvrement des impôts, financements innovants, intervention étatique renforcée dans le secteur bancaire.

Un feuillet spécial de ECO Actualités résumant les travaux sera disponible dans les tout prochains jours.

POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

M. Kouassy Oussou, Directeur Général de l'Economie qui a présidé les débats, assisté de Monsieur N'dri Narcisse, Directeur des Participations et de la Privatisation, s'est montré très ferme quant aux résolutions à prendre pour l'avenir. Resserrement des contrôles, renforcement des pouvoirs de la Direction des Participations et de la Privatisation, clarification et normalisation du cadre juridique et des règles de fonctionnement, renforcement des capacités d'audit, enfin discipline de gouvernance pour éviter que des problèmes de nomination ou révocation ne dégénèrent en conflits sociaux.

A noter que les travaux de l'atelier ont été suivis avec grand intérêt, parfois même passion, par 128 participants dont 56 administrateurs du Ministère, 34 PCA et 38 DG en présence des Directeurs Centraux du Ministère et de leurs Conseillers.

De gauche à droite :
M. Kouassy Oussou
Directeur Général de l'Economie

M. Koffi Ahoutou
Directeur de Cabinet du Ministre

M. Yapi Koffi Bernardin
Inspecteur Général des Finances



Programme économique régional de l'UEMOA : Table ronde des bailleurs de fonds à Dakar



L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a vu le jour en 1994, au moment du changement de parité du franc CFA, pour assurer à l'intégration monétaire, un socle économique solide. Principale mesure d'accompagnement de cette opération, elle devrait mettre la sous-région durablement sur le sentier de la croissance, avec des taux d'expansion économique significatifs.

Cependant, 10 années après sa création, les résultats escomptés n'ont pas été atteints et les conditions de vie des populations ne se sont pas améliorées, 44% de celles-ci vivant sous le seuil de pauvreté. La solution à cette situation devrait résider dans la réalisation de projets intégrateurs susceptibles de consolider les bases d'une économie régionale compétitive. C'est cet objectif qui est recherché à travers le Programme Économique Régional (PER), projet initié par la BCEAO.

Le PER est un programme d'actions quinquennal glissant, élaboré sur la période 2006-2010. Cohérent avec les autres programmes régionaux, il concerne principalement le renforcement des infrastructures routières et aéroportuaires de l'Union. S'y ajoutent des projets dans les domaines des ressources humaines (santé et éducation), de l'agriculture, de la bonne gouvernance politique et économique et des technologies de l'information et de la communication.

Le coût total du PER est évalué à 2.910 milliards sur la période 2006-2010, dont 908 milliards (31,2%) sont déjà acquis et 2002,0 milliards (68,8%) sont à rechercher. Pour ce faire, une table ronde des bailleurs de fond a été organisée les 2 et 3 novembre 2006 à Dakar.

Au cours de la table ronde, les donateurs ont consenti à octroyer des appuis financiers essentiellement sous forme de dons et de prêts hautement concessionnels, conformément aux conditionnalités liées à l'initiative PPTTE. Les intentions de contributions à ce stade du projet s'élèvent à 2 438,0 milliards, excédant les besoins de 2002,0 milliards exprimés, portant ainsi le financement acquis du PER sur la période de 2006-2010 à un total de 3.346,0 milliards.

En contrepartie, les bailleurs de fonds ont demandé de mieux pouvoir suivre et contrôler les modalités d'application et recommandé l'appropriation du programme par les Etats membres, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile.

Les participants à la table ronde ont convenu de renforcer en 2007, les volets relatifs à l'éducation et à l'environnement en vue d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2015.

La République de Côte d'Ivoire est partie prenante au PER. Ce projet et ses modalités de financement confirment, si besoin en était, que l'intégration demeure une des pistes crédibles de développement de la sous-région.

Première cotation de l'Emprunt Obligataire TPCI 6,50 % 2006 - 2009

Le Ministre Délégué chargé de l'Economie et des Finances a présidé le 8 décembre dernier, la cérémonie d'admission à la cote de l'Emprunt Obligataire TPCI 6,50 % 2006 - 2009.

La Secrétaire d'Etat à la Bonne Gouvernance, Madame Ginette Yoman était également présente à la cérémonie de lancement.

L'admission de l'emprunt TPCI 6,50 % 2006 - 2009 à la cote a permis de renforcer la capitalisation boursière du marché obligataire de 84,2 milliards de F CFA, montant de l'emprunt. A l'occasion de la première cotation de cet emprunt, les échanges ont porté sur 50 titres à la valeur nominale de 10.000 F CFA, soit 500 000 F CFA. Chaque titre avait un coupon couru de 256 F CFA au 8 décembre 2006.

Dans son adresse, le Président et Parrain de la Cérémonie, le Ministre Charles Koffi Diby a félicité les SGI qui ont largement contribué au succès de l'opération, et remercié les investisseurs nationaux et internationaux.

Il a également encouragé à investir dans les Titres du Trésor Public, sans crainte, car a-t-il dit "nos Emprunts sont structurés de manière à garantir aux investisseurs, le paiement annuel des coupons et le remboursement du capital, à l'échéance".

La forte participation des personnes physiques qui représentent 14,35% des souscriptions, démontre que "le réflexe de l'épargne" prend progressivement place dans le comportement des populations. Le Ministre leur a expressément conseillé de s'intéresser au marché secondaire et de suivre la cotation journalière des titres qu'ils détiennent.



A compter de 2007, l'Etat envisage d'accroître ses lignes obligataires à travers la réalisation de plusieurs émissions.

MISSIONS À L'ÉTRANGER : En tirer le meilleur PROFIT

Créée en 1990, la Commission Interministérielle des Conférences et Missions (CICM) a pour objet d'examiner et de résoudre les questions relatives à la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat aux conférences, séminaires et autres rencontres en Côte d'Ivoire et à l'étranger. Il s'agit de mieux sélectionner la participation des différents ministères compte tenu à la fois des directives budgétaires et de l'opportunité réelle des missions. La CICM a organisé un atelier en fin d'année en vue de faire le point des missions 2006 et d'étudier le programme 2007. Tenu les 22 et 23 novembre 2006 à l'ENSEA, l'atelier a regroupé les directions concernées en vue de l'exécution des missions, à savoir la Direction de la Solde, la Direction du Contrôle Financier et la Direction du Contrôle Budgétaire ainsi que les points focaux au sein des Ministères.

Le Ministre Délégué Charles Koffi Diby a insisté sur la nécessité d'une bonne préparation dans l'anticipation et dans l'exécution des missions pour éviter le recours aux procédures exerçant des pressions sur la trésorerie de l'Etat.

L'atelier a fait les recommandations suivantes :

- l'adoption du calendrier des conférences et missions avant la tenue de la conférence budgétaire ;
- l'allègement de la procédure de départ en mission par une communication globale en Conseil des Ministres du calendrier validé ;
- la définition du statut juridique de la CICM ;
- la mise en place d'une régie pour les conférences en Côte d'Ivoire.

ACCD - BOUAFLE

La Banque du Trésor étend son réseau

Abidjan, Aboisso, Adzopé, Agboville, Agnibilékrou, Bondoukou, Dabou, Daoukro, Toumodi puis Bouaflé, depuis le vendredi 17 novembre 2006. Lentement mais sûrement, l'Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD), comme une araignée, tisse sa toile sur le territoire national. En effet, pour pallier le retrait des établissements bancaires privés dans certaines localités, la Banque du Trésor se déploie progressivement, sous la houlette du Ministre Charles Koffi Diby qui, depuis sa nomination à la tête de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, a fait du développement de l'activité bancaire un axe principal de son action.



Inauguration à Bouaflé : le Ministre coupe le ruban

Point n'est donc besoin d'insister sur la joie toute particulière qui animait le Ministre à l'inauguration de l'Agence ACCD - Bouaflé, une belle œuvre architecturale, qui ouvre officiellement ses portes aux populations de la Marahoué.

Venus massivement, autorités politiques et administratives, Chefs traditionnels, religieux, cadres et populations, opérateurs économiques, fonctionnaires et retraités ont salué, à sa juste valeur, l'événement qui consacre la sécurisation de leurs deniers et la fin des risques encourus lors des voyages effectués dans les villes voisines pour des opérations bancaires.

Par l'entremise du Maire de Bouaflé, la Marahoué, très fière de son fils Charles Koffi Diby, l'a élevé, au rang de Chef traditionnel. Celui-ci entend modestement assumer cette lourde responsabilité en qualité de Conseiller de la notabilité. ■

Baptême de l'IFRC YOPOUGON

Judi 16 novembre 2006, c'est la date choisie par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) pour rendre un vibrant hommage au Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Aussi, le Comité de Direction a-t-il décidé, unanimement, de magnifier et d'immortaliser l'œuvre d'affirmation et de crédibilisation de l'action administrative entreprise par M. Charles Koffi Diby en baptisant de son nom, l'Institut de Formation et de Renforcement des Capacités (IFRC).

De l'avis de l'ensemble des agents de la DGTCP, cet hommage est d'autant plus mérité que le Ministre, Directeur Général du Trésor, avait marqué sa gestion managériale du sceau de la performance et de la reconnaissance à l'égard de tous ceux qui ont " bâti cette maison du Trésor en y laissant une estampille forte ". En associant le nom du Ministre à cet Institut, le Trésor Public entend matérialiser son souci d'œuvrer, sans relâche, à la promotion des ressources humaines.

Visiblement ému, le Ministre a tenu à remercier les initiateurs de la cérémonie ainsi que tous ses collaborateurs, dont la synergie et le constant appui lui permettent d'accomplir sa mission. ■

Les publications périodiques du Ministère

ECO Actualités - Mensuel
Edité par le Cabinet du Ministre Délégué



Veille ECO - Bimensuel
Edité par la Direction Générale de l'Economie



REFI
Revue Economique et Financière Ivoirienne
Editée par la Direction Générale de l'Economie



Le TRESORIER
Revue de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité



Le DOUANIER
Revue de la Direction Générale des Douanes



Le JOURNAL DES MARCHES PUBLICS
Bulletin Officiel des Marchés Publics

L'AGENDA

- ✓ 09/11 : Cérémonie de remise de matériel à la Direction Générale des Douanes.
- ✓ 04/12 : Inauguration du Centre de Renforcement et de Perfectionnement des capacités du Trésor Public.
- ✓ 08/12 : Cérémonie de Première Cotation de l'Emprunt Trésor Public 6,50 % 2006 - 2009.
- ✓ 12/12 : Lancement officiel du Programme d'Introduction du Civisme Fiscal dans les écoles.
- ✓ 19/12 : Atelier sur les Missions et Responsabilités des Administrateurs du Ministère au sein des entreprises publiques.
- ✓ 11/01 : Réunion Bilan des Activités du Ministère pour l'année 2006 et projection 2007.
- ✓ 15/01 : Visite préparatoire du retour de l'Administration Financière à Bouaké.
- ✓ 18-22/01 : 11ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de L'UEMOA à Ouagadougou.

A venir...

- Séminaire sur la Comptabilité Administrative et la Comptabilité Matière dans la gestion des Finances Publiques.
- NEPAD : Quelles opportunités pour la Côte d'Ivoire ?
- Conférence de Presse relative au Bilan de la Gestion des Finances Publiques en 2006 et les principales réformes.

MARACANA

Le Tournoi de la Fraternité

Démarré le 11 novembre devant 6000 spectateurs au stade de la brigade anti-émeutes à Yopougon, la 2ème édition du tournoi de Maracana organisé par le Trésor Public a passionné tous les agents du Trésor pendant 2 mois. Innovation de l'année, l'arrivée des dames dans une section spéciale a créé une heureuse surprise. Résultats dans quelques jours...

GI VERTU DU MOIS

La Conscience Professionnelle

La conscience professionnelle est à l'agent public, ce que sont les racines et la sève à l'arbre.

Travailler avec conscience, c'est agir conformément à la loi, observer scrupuleusement le secret professionnel et exécuter ses tâches avec soin et sérieux, honnêteté et sincérité.

La conscience professionnelle est le socle de notre serment.

ECO Actualités

Publication mensuelle du Ministère délégué chargé de l'Economie et des Finances.

Directeur de Publication : Charles Koffi Diby

Rédacteur en Chef : Koffi Ahoutou Emmanuel

Siège de la Rédaction : Immeuble SCIAM

17 BPV 670 Abidjan . COTE D'IVOIRE